

Vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité mais de justice. (Nelson Mandela)

Journal du retraité de Chaumont

<http://cgtretraites-chaumont.fr>

Le site du Syndicat



Syndicat CGT des Retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 286 - Samedi 26 mars 2022

Avec Macron les profits explosent, la pauvreté aussi !

Les pauvres, boucs émissaires de Macron

MARIE-ROSE PATELLI, syndicat CGT des retraités de Chaumont

Plusieurs candidats de droite dont Macron, Pécresse et tous celles et ceux de l'extrême droite, ont décidé de s'attaquer aux bénéficiaires du RSA et de conditionner ce revenu social à 15 ou 20 heures de travail. Cette proposition a naturellement fait bondir les syndicats -dont le nôtre- et les associations.

"C'est un ressort classique et extrêmement lâche de la part de candidats qui ne veulent pas remettre en cause les inégalités d'un système qui profite aux plus riches, et qui préfèrent trouver des boucs émissaires : tantôt les migrants, tantôt les pauvres... C'est commode, car ils ont peu de pouvoir, ne sont pas organisés entre eux et ont donc du mal à s'exprimer" dit Jean Merckaert, du Secours catholique.

Les mots ne sont pas plus tendres à la Fondation Abbé Pierre. "On marche sur la tête. On renvoie les échecs sociaux à l'individu et pas à la société. Cela revient à dire "Si vous ne vous en sortez pas, c'est de votre faute. Les pauvres, tant pis pour eux, ils n'avaient qu'à bien travailler, la société doit leur mettre un coup de pied aux jesses", déplore Manuel Daumergue, de la Fondation Abbé Pierre.

SUITE PAGE 3

24 mars : la colère des retraités



Certes, les organisateurs de la manif auraient souhaité un peu plus de monde. Mais la colère et la détermination étaient bien palpables parmi les 80 personnes réunies sous le Marché couvert de Chaumont.

“Nous sommes dans un monde où ceux qui gagnent 100 000 euros par mois persuadent ceux qui en gagnent 1800 que c'est la faute de ceux qui en gagnent 500 si le pays va mal.”

(Félix Lobo)

SALLE DES FÊTES DE BROTTES
CHAUMONT

1ER MAI 2022

DÉBATS - PAELLA ET...
CHANSONS



LES SNIC'FOU

TARIFS : REPAS + CONCERT : 27€ - CONCERT SEUL : 14 €

Pour réserver
PAGE 2

Douce France...

- 10 millions de personnes soit 15% d'entre nous, vivent sous le seuil de pauvreté.
- 12 millions de personnes vivent en précarité énergétique.
- 45% des enfants élevés seuls par leur mère vivent sous le seuil de pauvreté.
- 8 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire pour se nourrir
- 4 millions de personnes soit 6 sont mal logées.
- Entre 2017 et 2020, le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté a augmenté de 300 000.
- 3 millions d'enfants (1 enfant sur 5), vivent dans une famille pauvre.
- 2 millions de personnes vivent avec moins de 700 euros par mois.
- 300 000 personnes sont sans domicile fixe.

LE JOURNAL DU SYNDICAT

Accueil sans conditions pour celles et ceux qui fuient les violences des conflits armés

Communiqué de la CGT (Extraits)

La CGT, fidèle à ses valeurs internationalistes, condamne l'invasion de l'Ukraine par les forces armées de Poutine. Elle exige l'arrêt immédiat de la guerre.

Elle exprime sa solidarité avec les peuples d'Ukraine qui résistent écrasés sous les bombes et est, également, aux côtés des peuples de Russie et du Belarus qui manifestent courageusement leur pacifisme malgré les menaces, la répression et les sanctions encourues.

Nos pensées vont notamment aux millions de réfugiés ukrainiens jetés sur les routes de l'exil mais également aux côtés des peuples qui, partout dans le monde, subissent les affres de la guerre, de la misère et de l'exploitation. Nous pourrions nous réjouir de l'élan manifesté par la classe politique, par certaines collectivités et les représentants de l'État français mais nous n'oublions pas qu'il y a peu des citoyennes et citoyens étaient poursuivis devant les tribunaux pour délit de solidarité faisant écho à l'instrumentalisation par l'extrême droite des enjeux migratoires

La France doit accueillir celles et ceux qui fuient ce conflit mais elle doit, également, accueillir, sans réserve, toutes celles et ceux qui fuient les guerres, les dérèglements climatiques, les persécutions politiques, les violences et la misère, quels que soient leur pays d'origine, leur couleur de peau ou leurs croyances.

Site Syndicat des journalistes CGT

Retraite à 65 ans : travailler et mourir ?

La Macronie, la droite et l'extrême droite se sentiraient-elles pousser des ailes pour réaffirmer leur volonté de reculer, le plus loin possible, l'âge du droit à la retraite qu'elles se disputent avec arrogance et surenchère ? Sur ce point, comme sur tous les autres, ces formations s'entendent comme larrons en foire et leurs propositions visent un objectif unique : réduire la masse des pensions ainsi que vient de le confirmer, une fois de plus, le ministre du Budget.

Quel que soit l'emballage sous lequel la « réforme » de ces partis nous est présentée, les salariés en activité, mais également les retraités actuels, ont tout à craindre des mesures avancées. Si un quelconque bénéfice était à attendre d'une éventuelle amélioration de notre système de retraite, pourquoi remettre à demain ce qu'il est encore possible de faire aujourd'hui ? Macron et sa majorité parlementaire, les députés de droite et d'extrême droite, se sont opposés et s'opposent farouchement à tout relèvement des pensions ainsi qu'à la nécessaire correction des écarts entre hommes et femmes.

Avec la diminution des moyens de vivre - ou simplement de survivre pour beaucoup - ce sont des pans entiers de notre société qui risquent de basculer dans une misère encore plus noire et l'allongement de la durée du travail n'a jamais été une solution pour combattre le chômage.

Pour justifier leur projet, les formations les plus conservatrices avancent l'argument suivant : puisque nous vivons plus longtemps, il faut travailler plus longtemps. Ne devrions-nous pas, au contraire, disposer de ce « surplus » pour en apprécier les bienfaits dans le cadre d'une société socialement plus juste et équitable ? Les progrès techniques et scientifiques fantastiques, dans tous les domaines, devraient permettre de vivre décemment, en activité, mais aussi de bénéficier d'une retraite plus longue et heureuse. C'est à cet objectif qu'il nous faut travailler, quels que soient les résultats d'avril. Remettre à plus tard cette prise en mains revendicative reviendrait à prendre tous les risques. Et d'abord celui de se faire très rapidement plumer.

JACK FORMET



Affiche vue dans la manifestation du 24 mars

Savez-vous que

- La pension des femmes est inférieure de 42 % à celle des hommes.
- Les femmes partent en retraite en moyenne un an plus tard que les hommes,
- Une femme sur 5 attend 67 ans, l'âge d'annulation de la décote, elles subissent malgré tout plus souvent la décote, du fait de carrières plus courtes,
- 37 % des femmes retraitées et 15 % des hommes touchent moins de 1000 € de pension brute (909 € nets).

Votre banque pollue

En novembre 2019, [l'ONG OXFAM](#) publie en collaboration avec [Les Amis de la Terre](#) un rapport indiquant que les principales banques françaises ont une empreinte carbone très importante : « en 2018, les émissions de gaz à effet de serre issues des activités de financement des quatre principales banques françaises – BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale et BPCE – dans le secteur des énergies fossiles ont atteint plus de 2 milliards de tonnes équivalent CO₂, soit 4,5 fois les émissions de la France »

UN 1ER MAI SOUS LE SIGNE DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FRATERNITÉ

Réservez votre place

RÉSERVEZ

Nom et prénom : N° de téléphone :

- REPAS ET CONCERT : 27 €
- CONCERT SEUL : 14 €

Réserve : Repas + Concert à 27 € = • Réserve : Concert seul à 14 € = (chèque à joindre)

Vous pouvez aussi téléphoner : 06 75 57 39 07 ou 06 87 51 32 17

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS MULTIPRO DE CHAUMONT - 24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - CHAUMONT • SYNDICAT CGT DES FORGES DE COURCELLES • UNION LOCALE CGT DE LANGRES

À retourner le plus rapidement possible. Date limite le 26 avril 2022



Un quinquennat d'inégalités et de mépris

Selon les derniers chiffres publiés, on est pauvre en France quand on gagne moins de 1063 euros par mois (34 euros par jour). Derrière ces chiffres, indignes pour la 6^e puissance économique mondiale, se cachent des situations très concrètes. Des travailleurs "trop âgés" qui ne retrouvent plus de travail et survivent avec le RSA, des retraités, en majorité des femmes qui, après des années d'emplois précaires, n'ont que 700 à 800 € de pension de retraite, des femmes qui élèvent seules leurs enfants et à qui on n'offre que des emplois à temps partiel, soit 600 € par mois, des salariés au SMIC qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts avec les prix des produits du quotidien qui augmentent jusqu'à l'asphyxie !

Et pour tous, ce sont les factures qu'on ne peut plus payer, les lettres recommandées, les menaces de la banque qui, en plus de vous faire payer très cher des rejets de paiement, vous supprime votre carte bancaire, votre petite autorisation de découvert, puis les huissiers, les saisies, les coupures de gaz...

Cette pauvreté n'est pas une fatalité.

Les milliardaires qui ont empoché 236 milliards d'euros en pleine pandémie. Selon Oxfam, "si la fortune des milliardaires a autant augmenté durant la pandémie, c'est principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales dont ils ont pu profiter grâce à une montée en flèche des cours des actions". Et l'argent public, c'est le nôtre, dont celui de l'impôt le plus injuste, la TVA que l'on paye sur tout ce dont on a besoin : la nourriture, l'électricité, le gaz. Même le plus pauvre, avec son RSA, a donc contribué à financer les riches.

Alors, quand ce gouvernement, grand **saigneur** du peuple, nous accorde un ou deux chèques de 100 € pour faire face à la hausse des prix, il se moque de nous et ne nous rend pas le centième de ce que nous avons donné pour remplir les caisses de ses amis du CAC40.

Ça ne peut plus durer ! Le blocage des prix et le déblocage des salaires et des pensions sont les seules solutions pour retrouver du « pouvoir de vivre » !

Versement du RSA à la source

Dans "sa grande générosité" envers les plus démunis, le gouvernement s'inquiète des 10 milliards d'aides sociales qui ne sont pas réclamés chaque année. Il prévoit donc de verser les aides sociales "à la source", de manière automatique, ce qui, selon lui, bénéficierait aux "20 millions de Français" qui touchent le RSA, la prime d'activité, les aides au logement, les allocations familiales. L'argent arriverait sur le compte des personnes éligibles aux différentes aides. Il faut alors mettre en place le "revenu social de référence", identifiant unique auprès de l'administration de la santé et des solidarités, comme l'est le "revenu fiscal" auprès des impôts.

Pourquoi Macron porte-t-il un intérêt si soudain envers les pauvres exclus des aides ? "Mais vous économisez à terme 20 000 fonctionnaires de la CAF", souffle un soutien de Macron. Voilà la réponse, la suppression programmée des CAF.

Quant aux départements qui ont déjà perdu beaucoup de compétences, s'ils perdent en plus celle de la solidarité, dont fait partie le RSA, on peut aussi craindre leur future disparition. Gageons que le président des riches en profitera pour "harmoniser" encore plus ces aides, c'est-à-dire les baisser !



Les pauvres, boucs émissaires de Macron

(Suite de la page 1)

Et la CGT d'enfoncer le clou : « Cela consiste à dire que ceux qui bénéficient du RSA, le font par plaisir. Il faut leur trouver du boulot, du boulot qui correspond à leurs qualifications avec un salaire digne. Là on culpabilise ceux qui ont des difficultés dans la vie, comme si c'était de leur faute ou un choix personnel ». (Philippe Martinez à RTL). Cette proposition a aussi l'avantage de masquer les véritables responsables de la situation actuelle, ceux-là même dont la politique au profit des ultra-riches a déjà conduit des milliers de Françaises et de Français (dont beaucoup de retraité.e.s) vers la misère...

Macron a permis les délocalisations d'entreprises, vendu notre patrimoine industriel à l'étranger, générant des centaines de milliers de chômeurs, et baissé les allocations chômage. Et le comble, c'est qu'il veut maintenant faire travailler les plus précaires, qu'il a créés, à **7 euros de l'heure** !

S'il est capable de trouver de 15 à 20 heures de travail par semaine pour les bénéficiaires du RSA, pourquoi ne pas leur signer un vrai contrat de travail et les payer au SMIC ?

On aura tous compris que c'est encore pour stigmatiser les plus pauvres, pour casser toujours plus le Code du travail et le SMIC qu'il fait une telle proposition !

Plus qu'une proposition, une promesse de malheur, de larmes et de sang en cas d'élection ou de réélection. **M-R. P.**

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À renvoyer : Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont

Rappelons que le RSA est accordé -sous certaines conditions-, aux personnes d'au moins 25 ans. Son montant qui dépend du nombre de personnes à charge est de **565,34 €** pour une personne seule en métropole et de **848,01 €** pour un couple, sans enfant.

Une vraie fortune ! .



Disette

" Il y a dans une nation une seule classe qui pense plus à l'argent que les riches, et ce sont les pauvres. Les pauvres ne peuvent penser à autre chose. C'est en cela que consiste la malédiction de la pauvreté ". (O. Wilde)

Mon ami, je t'ai déjà causé du Père Wresinski, ce cureton des bouseux de banlieue à l'initiative de la Journée mondiale du refus de la misère. Il y a 30 ans fut gravé sur la dalle du Trocadéro son appel désespéré : « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré ». Sûrement que ce Père Noël chercherait aujourd'hui en vain ses fils dans les décombres moraux de notre société asservie au pognon plus ou moins propre.

La loi d'orientation de 98 relative à la lutte contre les exclusions tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux relatifs à l'emploi, au logement, à la protection de la santé, à la justice, à l'éducation, à la formation et à la culture, à la protection de la famille et de l'enfance.

Les personnes qui connaissent la pauvreté, exclues de la sphère d'intégration que constitue le travail, sont rarement considérées par les autres comme de véritables citoyens.

Une pseudo parité juridique ne suffit pas à fonder le lien social, et la déficience de l'État-providence sur la réduction des inégalités entre individus perdure malgré les multiples discours pavés de bonnes intentions. Sauf que ce n'est pas seulement de nourriture, de vêtements qu'ont besoin tous ces gens dotés d'une pensée et d'une expérience uniques, indispensables à la société, mais de Dignité !

Le véritable défi serait d'inciter les habitants de la Cité à se prendre en main individuellement et collectivement, de ne plus dépendre du bon vouloir des autres afin d'améliorer leur sort dans l'exercice concret de leur citoyenneté, de permettre à celui qui sait d'apprendre à celui qui ne sait pas.

Dis voir Camarade, ça pourrait pas faire un programme électoral ce truc-là, si un couillu en avait assez pour le prendre en main ? À la Rochotte, au Cavalier ou à Ribot, quand les bourses se ratatinent, que le carafon turbine au ralenti, qui a encore la volonté de se battre seul pour sortir de l'ornière ?

Sais-tu ce qu'il faut de force et de résignation pour aller quémander un repas hebdomadaire au milieu du sordide gaspillage quotidien des nantis ?

J'aurais presque envie de rêver à une humanité fraternelle. Mais non va, je rigole...

BERNARD BLUM - 24 mars 2022

McKinsey au service de la start-up Macron

Il aura donc fallu, comme le signale le Canard enchaîné, le rapport du Sénat sur « *L'influence croissante des cabinets de conseils privés sur les politiques publiques* » pour que la grande presse commence à s'émouvoir et consacre une partie de son temps d'information au nébuleux et opaque cabinet McKinsey.

Le ou les bruits en question font suite à une série de « bugs » dans la conduite des affaires de l'État. L'une des premières anomalies concerne la gestion de la crise sanitaire par un organisme privé. Par la suite, la partie vaccination s'est trouvée entièrement définie et administrée par un cabinet de consultants. Et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agit du géant dans ce domaine, l'américain McKinsey. C'est ce qui a conduit le Sénat à créer une commission de contrôle sur « l'usage tentaculaire » des cabinets de consultants. Enfin, petite pointe épicée qui relève le goût de l'ensemble : la mise au jour du fait que McKinsey a son siège social dans l'Etat du Delaware, paradis fiscal, où il verse royalement 175 \$ d'impôts l'an. **Et en France, zéro !**

Le détail des sommes payées pour des prestations, parfois un simple Powerpoint, est effarant ! S'y ajoutent les liens incestueux entre pouvoir politique, économique et autres. Citons ici une élue choquée par les conclusions de l'étude : « *Trop c'est trop ! Trop de porosité, trop de liens et de conflits d'intérêts, de remise en cause de notre souveraineté, etc.* »

Exemple : les 4 millions payés pour le sinistre conseil de baisser les APL de 5 €. Ou encore comme le signale le Canard (cela intéressera particulièrement les retraités) cette intervention pour «aider la Caisse nationale d'assurance vieillesse en vue de la réforme (avortée) des retraités. Une prestation facturée 957 674 euros à l'État.

Le directeur de McKinsey-France, K. Tadjeddine, qui a tenté vainement d'en justifier l'intérêt devant les élus, est co-auteur d'un livre de 2016 au titre éloquent : *L'État en mode start-up*. Celui-ci fut préfacé par Emmanuel Macron !

Il est notoire que la migration du service public vers le privé a pris une autre dimension depuis l'instauration de la

« Start-up Nation » Macron. Ce gâchis d'État, commencé bien avant le Covid-19, a une forte odeur de fin de règne. S'y mêlent dépense abusive d'argent public, doublons avec hauts fonctionnaires, copinage, intérêts publics dans les mains de groupes privés étrangers, trafics fiscaux et parjures potentiels. Des vertes et des pas mûres !

G. TARDENOIS

¹ Le rapport complet du Sénat (360 pages) est disponible ici : <http://www.senat.fr/rap/r21-578-1/r21-578-11.pdf>



MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Maurice, Fabienne, Marine, Alain, Gérard, Francis, Chantal, Patrice, Sylvie, Jacqueline, Jean-Pierre, Marylène, Christian, Josette, Michel, Gérard, Jacqueline, Daniel et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS

CGT DE CHAUMONT

VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT. AIDEZ À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom et Prénom : Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT